

**Art. 20.** De voorleggingsprocedures van de dossiers van aanvraag tot vastlegging en vereffening van de toelagen betreffende de uitbatingsuitgaven worden door de Minister bepaald.

#### HOOFDSTUK VI. — *Overgangs- en opheffingsbepalingen*

**Art. 21. § 1.** Van af de inkrachttrading van dit besluit, zal elke erkende instelling een inventaris van de vorderingsstaten van de werken en de uitgevoerde of in uitvoering studies op die datum opstellen.

Elke studie zal ingedeeld worden in een van de vier vorderingsstaten bepaald in artikel 14, § 5.

Deze inventaris en deze indeling zullen nagezien en goedgekeurd worden door het Comité en het Bestuur.

**§ 2.** De kosten betreffende de studies en de werkleidingen begonnen op de datum van inkrachttrading van het besluit en de overeenstemmende algemene kosten worden beschouwd als zijnde het onderwerp geweest van toelagen voor het verwezenlijkingsstadium waarin zij zich bevinden; in voorkomend geval, worden zij het onderwerp van toelagen voor de verdere stadia aan de in artikel 10, § 1, § 3 en § 4 bepaalde voet.

**§ 3.** De toezichtskosten van de werken aan de gang op de datum van inkrachttrading van het besluit geven aanleiding tot toelage van af deze datum volgens de wijze bepaald in artikel 10, § 2, de vorderingsstaat in acht te nemen zijnde die van de werken.

**Art. 22.** Worden opgeheven :

1. het koninklijk besluit van 17 oktober 1927 houdende instelling van een Comité belast met het onderzoek van het plan der werken tot ontwatering van het grondgebied der gemeenten die bovenwaarts van Luik langs de Maas gelegen zijn;

2. het koninklijk besluit van 23 mei 1929 tot uitbreiding van de opdracht van het Comité van Ontwatering;

3. het koninklijk besluit van 29 maart 1961 houdende toekenning van subsidies aan de « Association intercommunale pour le démergement et l'assainissement de la vallée de la Haine inférieure »;

4. het koninklijk besluit van 19 oktober 1964 tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 maart 1961 houdende toekenning van subsidies aan de « Association intercommunale pour le démergement et l'assainissement de la vallée de la Haine inférieure » (IDEA-HENNUYERE geworden);

5. het koninklijk besluit van 13 mei 1966 betreffende de verlening van toelagen aan de « Association intercommunale pour le démergement des communes de la région de Liège »;

6. het koninklijk besluit van 3 juli 1967 tot wijziging van het subsidiepercentage te verlenen aan de Vereniging « IDEA-HENNUYERE » voor de verbeteringswerken van de waterhuishouding in de vallei van de Haine;

7. het ministerieel besluit van 11 augustus 1976 betreffende de subsidies voor de « Association intercommunale pour le démergement des communes de la région de Liège » en voor de Vereniging « IDEA-HENNUYERE ».

#### HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

**Art. 23.** Dit besluit treedt in kracht op 1 januari 1988.

**Art. 24.** De Minister van Ruimtelijke Ordening, Water en Landleven wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 9 juli 1987.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,  
belast met de Nieuwe Technologieën, de Buitenlandse Betrekkingen, de Algemene Zaken en het Personeel,  
M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening, Water en Landleven,  
A. LIENARD

F. 87 — 1860

9 JUILLET 1987. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon  
relatif à la surveillance de l'exécution des dispositions en matière de déchets et de déchets toxiques

L'Exécutif régional wallon,

Vu l'article 107 *quater* de la Constitution;  
Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;  
Vu la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980;  
Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 avril 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 23 décembre 1985;  
Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 27 janvier 1982 portant règlement de son fonctionnement, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 23 décembre 1985;  
Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 décembre 1985 fixant la répartition des compétences entre les Ministres, Membres de l'Exécutif;  
Vu le décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets;  
Vu la loi du 22 juillet 1974 sur les déchets toxiques;  
Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Région wallonne pour l'Environnement et l'Agriculture, et après en avoir délibéré,

Arrête :

#### CHAPITRE Ier. — Généralités

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1<sup>o</sup> décret : le décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets;
- 2<sup>o</sup> loi : la loi du 22 juillet 1974 sur les déchets toxiques;
- 3<sup>o</sup> Ministre : le Ministre de la Région wallonne, qui a la protection de l'environnement, l'enlèvement et le traitement des déchets dans ses attributions.

**Art. 2.** Sans préjudice des attributions des officiers de police judiciaire, les fonctionnaires relevant de la direction générale des ressources naturelles et de l'environnement, désignés par le Ministre de la Région wallonne ayant l'Environnement dans ses attributions ou à défaut par le directeur général des ressources naturelles et de l'environnement sont habilités à surveiller l'exécution du décret, de la loi et de leurs arrêtés d'exécution respectifs.

#### CHAPITRE II. — De l'échantillonnage

**Art. 3.** Les fonctionnaires et agents visés à l'article 2 du présent arrêté sont habilités à prélever tous échantillons permettant d'assurer la surveillance du décret, de la loi et de leurs arrêtés d'exécution respectifs.

Il est dressé procès-verbal de chaque échantillonnage.

**Art. 4.** L'agent qui procède à un échantillonnage peut exiger du détenteur des déchets, co-produits ou sous-produits tous moyens techniques nécessaires pour procéder à l'échantillonnage, transporter et conserver les échantillons.

**Art. 5. 1.** La quantité des échantillons est déterminée par les besoins des opérations à exécuter en laboratoire.

2. Les échantillons sont prélevés en trois exemplaires.

3. Les échantillons sont recueillis, selon le cas, dans des récipients, sacs ou enveloppes. Ils sont enveloppés et scellés du sceau de l'agent qui procède au prélèvement, de manière à éviter toute substitution, soustraction ou addition de manière quelconque.

4. Le conditionnement extérieur de chaque échantillon comporte les indications suivantes :

- 1<sup>o</sup> un numéro d'ordre;
- 2<sup>o</sup> la nature des matières prélevées;
- 3<sup>o</sup> le lieu et la date du prélèvement;
- 4<sup>o</sup> le nom et la signature de l'agent qui a procédé à l'échantillonnage.

5. L'agent qui procède à l'échantillonnage invite le détenteur du déchet à apposer une marque quelconque sur la partie extérieure du conditionnement des trois exemplaires de l'échantillon.

**Art. 6.** L'agent qui a procédé à l'échantillonnage remet un exemplaire de l'échantillon au détenteur du déchet et dresse un procès-verbal attestant l'exécution de l'échantillonnage. Dans le cas où le détenteur est absent ou inconnu, le premier exemplaire est tenu à sa disposition par l'agent qui a procédé à l'échantillonnage.

Le deuxième exemplaire de l'échantillon est transmis pour analyse à un laboratoire agréé en vertu du chapitre III du présent arrêté.

Le troisième exemplaire de l'échantillon est conservé par l'agent qui a procédé à l'échantillonnage.

#### CHAPITRE III. — De l'analyse des échantillons

##### Section 1. — De l'agrément des laboratoires

**Art. 7.** Le Ministre agréé les laboratoires chargés d'analyser les échantillons visés au chapitre précédent. Toute décision d'agrément est publiée par voie d'extrait au *Moniteur belge*.

**Art. 8. 1.** La demande d'agrément communique :

1<sup>o</sup> le nom, les statuts ou la profession, ainsi que le siège social ou le domicile de la ou des personne(s) morale(s) ou physique(s) exploitant le laboratoire;

2<sup>o</sup> le nom, la profession et la fonction de la personne qui assure la direction effective du laboratoire, ainsi que de ses administrateurs s'il s'agit d'une personne morale.

2. La demande d'agrément est accompagnée des pièces destinées à établir que les conditions suivantes sont remplies :

1<sup>o</sup> le demandeur dispose des locaux, du matériel ainsi que de l'appareillage et de la documentation scientifique nécessaire pour exécuter les analyses prévues au présent chapitre;

2<sup>o</sup> le demandeur dispose du personnel technique adapté à la nature et à l'importance desdites analyses.

**Art. 9.** Tout laboratoire est tenu :

1<sup>o</sup> de tenir à jour un registre des analyses, mentionnant les opérations effectuées ainsi que les résultats obtenus;

2<sup>o</sup> de tenir à jour une comptabilité séparée relative aux analyses effectuées;

3<sup>o</sup> de permettre aux agents désignés en vertu de l'article 2 du présent arrêté d'accéder aux locaux du laboratoire et de consulter tous les documents se rapportant aux analyses, y compris la comptabilité;

4<sup>o</sup> de suivre les directives fixées, par le Ministre, en ce qui concerne les conditions et méthodes d'analyse et la rédaction du protocole d'analyse.

**Art. 10.** L'agrément peut être retiré par le Ministre, en tout ou en partie, définitivement ou provisoirement, lorsqu'une des conditions visées à l'article 8, 2, n'est plus remplie, que les dispositions de l'article 9 ne sont pas respectées ou que le laboratoire ne peut manifestement plus effectuer d'analyses avec la compétence et l'indépendance requises.

L'intéressé est invité à faire valoir ses moyens de défense avant que le retrait soit ordonné.

Tout retrait d'agrément est publié par voie d'extrait au *Moniteur belge*.

*Section 2. — Des protocoles d'analyse*

**Art. 11.** Le laboratoire auquel un échantillon a été remis procède à son analyse dans le délai requis par le Ministre ou par les agents désignés en vertu de l'article 2.

Le protocole d'analyse, auquel est annexée l'enveloppe extérieure de l'échantillon, mentionne :

- 1° la date et l'heure de réception de l'échantillon;
- 2° le numéro d'ordre de l'échantillon;
- 3° les constatations de l'analyse relatives à la nature, au poids et l'état de la matière ou du liquide prélevé;
- 4° l'indication des méthodes d'analyses;
- 5° l'indication des résultats obtenus et ses conclusions;
- 6° la date de clôture des analyses et travaux d'identification.

Le protocole d'analyse est transmis à l'agent qui a procédé à l'échantillonnage.

**Art. 12.** S'il résulte du protocole d'analyse qu'une infraction a été commise, il est dressé procès-verbal. Ce dernier est expédié au greffe du tribunal compétent, par l'agent qui a dressé le procès-verbal, accompagné du troisième exemplaire de l'échantillon et du protocole d'analyse.

**Art. 13.** Au cas où le détenteur des déchets conteste le protocole d'analyse, il peut être procédé à une contre-analyse effectuée par un autre laboratoire agréé sur le premier exemplaire de l'échantillon, aux frais dudit détenteur.

**Art. 14.** En cas de condamnation pénale, les frais d'analyse sont à charge du condamné.

*CHAPITRE IV. — Dispositions finales*

**Art. 15. 1.** Les articles 28 à 31 de l'arrêté royal du 9 février 1976 portant règlement général sur les déchets toxiques ne sont plus applicables en ce qui concerne l'exercice des compétences de la Région wallonne.

Toutefois, les laboratoires agréés par ou en vertu de l'article 30 de cet arrêté sont considérés comme agréés au sens du présent arrêté, à charge, pour eux, de se conformer aux dispositions de celui-ci.

**2.** Le laboratoire de la direction générale des ressources naturelles et de l'environnement du Ministère de la Région wallonne est agréé d'office.

**Art. 16.** L'article 8 de l'arrêté de l'Exécutif du 19 mars 1987 concernant la mise en décharge de certains déchets en Région wallonne est abrogé.

**Art. 17.** Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 9 juillet 1987.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,  
chargé des Technologies nouvelles, des Relations extérieures, des Affaires générales et du Personnel,

M. WATHELET

Le Ministre de l'Environnement et de l'Agriculture pour la Région wallonne,

D. DUCARME

## ÜBERSETZUNG

D. 87 — 1980

**9. JULI 1987. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive  
über die Überwachung der Durchführung der Bestimmungen in Sachen Abfälle und giftige Abfälle**

- Aufgrund von Artikel 107<sup>quater</sup> der Verfassung;
- Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen;
- Aufgrund des ordentlichen Gesetzes vom 9. August 1980 zur Reform der Institutionen;
- Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. April 1982 zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Exekutive, abgeändert durch den Erlaß der Exekutive vom 23. Dezember 1985;
- Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 27. Januar 1982 zur Regelung ihrer Arbeitsweise, abgeändert durch den Erlaß der Exekutive vom 23. Dezember 1985;
- Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Dezember 1985 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister, Mitglieder der Exekutive;
- Aufgrund des Dekrets vom 5. Juli 1985 über die Abfälle;
- Aufgrund des Gesetzes vom 22. Juli 1974 über die giftigen Abfälle;
- Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;
- Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt und der Landwirtschaft für die Wallonische Region und nach Beratung,

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

*KAPITEL I. — Allgemeines*

**Artikel 1.** Im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

1. Dekret : das Dekret vom 5. Juli 1985 über die Abfälle;
2. Gesetz : das Gesetz vom 22. Juli 1974 über die giftigen Abfälle;
3. Minister : den Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Umweltschutz und die Abfuhr und die Aufbereitung der Abfälle gehören.

Art. 2. Unbeschadet der Zuständigkeiten der Strafverfolgungsbeamten sind die Beamten, die von der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt abhängen und vom Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, oder gegebenenfalls vom Generaldirektor der Naturschätze und der Umwelt bestellt worden sind, befugt, die Durchführung des Dekrets, des Gesetzes und ihrer jeweiligen Durchführungserlasse zu überwachen.

#### KAPITEL II. — Probeentnahme

Art. 3. Zur Gewährleistung der Überwachung des Dekrets, des Gesetzes und ihrer jeweiligen Durchführungserlasse sind die in Artikel 2 des vorliegenden Erlasses erwähnten Beamten und Bediensteten befugt, sämtliche Proben zu entnehmen.

Über jede Probeentnahme wird ein Protokoll aufgenommen.

Art. 4. Der Bedienstete, der eine Probeentnahme vornimmt, kann Koprodukte oder Nebenprodukte sowie sämtliche notwendigen technischen Mittel vom Besitzer der Abfälle verlangen, um die Proben zu entnehmen, mitzunehmen und aufzubewahren.

Art. 5. 1. Die im Labor auszuführenden erforderlichen Arbeitsvorgänge bestimmen die Menge der Proben.

2. Die Proben werden jeweils in drei Exemplaren entnommen.

3. Die Proben werden je nach Fall in Behältern, Säcken oder Hüllen gesammelt. Sie werden eingepackt und mit dem Stempel des Bediensteten, der die Probeentnahme vornimmt, versiegelt, um jeglichen Austausch, jegliche Entwendung oder jeglichen Zusatz irgendeiner Materie zu vermeiden.

4. Die äußere Verpackung jeder Probe ist mit folgenden Angaben versehen :

1. einer laufenden Nummer;

2. der Art der entnommenen Stoffe;

3. dem Ort und dem Tag der Entnahme;

4. dem Namen und der Unterschrift des Bediensteten, der die Probeentnahme vorgenommen hat.

5. Der Bedienstete, der die Probeentnahme vornimmt, fordert den Besitzer des Abfalls auf, irgendein Zeichen auf dem äußeren Teil der Verpackung der drei Proben anzubringen.

Art. 6. Der Bedienstete, der die Probeentnahme vorgenommen hat, übergibt dem Besitzer des Abfalls ein Exemplar der Probe und erstellt ein Protokoll zur Bescheinigung der Durchführung der Probeentnahme.

Falls der Besitzer abwesend oder unbekannt ist, hält der Bedienstete, der die Probeentnahme vorgenommen hat, ihm das erste Exemplar zur Verfügung.

Das zweite Exemplar der Probe wird einem aufgrund von Kapitel III des vorliegenden Erlasses anerkannten Labor zur Analyse übermittelt.

Das dritte Exemplar der Probe wird von dem Bediensteten, der die Probeentnahme vorgenommen hat, aufbewahrt.

#### KAPITEL III. — Analyse der Proben

##### Abschnitt 1. — Anerkennung der Labore

Art. 7. Der Minister anerkennt die Labore, die beauftragt sind, die im vorangehenden Kapitel erwähnten Proben zu analysieren. Jeder Anerkennungsbeschluß wird durch einen Auszug im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Art. 8. 1. Der Antrag auf Anerkennung gibt folgendes an :

1° den Namen, die Statuten oder den Beruf sowie den Gesellschaftssitz bzw. den Wohnsitz der juristischen oder natürlichen Person bzw. Personen, die das Labor betreiben;

2° den Namen, den Beruf und die Funktion der Person, die das Labor tatsächlich leitet, sowie seiner Verwalter, wenn es sich um eine juristische Person handelt.

2. Dem Antrag auf Anerkennung werden die Unterlagen beigelegt, die den Nachweis für die Erfüllung folgender Bedingungen beibringen sollen :

1° Der Antragsteller verfügt über die Räume, das Material sowie die Apparatur und die nötige wissenschaftliche Dokumentation, um die im vorliegenden Kapitel erwähnten Analysen durchzuführen;

2° Der Antragsteller verfügt über das technische Personal, das für die Art und die Bedeutung der besagten Analysen geeignet ist.

Art. 9. Jedes Labor muß :

1. ein Register über die Analysen führen, in dem die ausgeführten Arbeitsvorgänge sowie die Ergebnisse vermerkt werden;

2. eine getrennte Buchführung über die ausgeführten Analysen halten;

3. den aufgrund von Artikel 2 des vorliegenden Erlasses bestellten Bediensteten erlauben, die Räume des Labors zu betreten und alle Dokumente bezüglich der Analysen, einschließlich der Buchführung, einzusehen;

4. die Anweisungen befolgen, die der Minister in bezug auf die Bedingungen und Methoden der Analyse und die Abfassung des Analysenberichts erteilt hat.

Art. 10. Der Minister kann die Anerkennung ganz oder teilweise, endgültig oder provisorisch zurückziehen, wenn eine der in Artikel 8, Punkt 2 erwähnten Bedingungen nicht mehr erfüllt ist, wenn die Bestimmungen von Artikel 9 nicht eingehalten werden oder wenn das Labor offensichtlich keine Analysen mit der erforderlichen Kompetenz und Unabhängigkeit mehr vornehmen kann.

Der Betreffende wird aufgefordert, seine Verteidigungsmittel vor Anordnung der Zurückziehung vorzubringen.

Jede Zurückziehung einer Anerkennung wird durch einen Auszug im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

##### Abschnitt 2. — Analysenberichte

Art. 11. Das Labor, das eine Probe erhalten hat, nimmt seine Analyse binnen der Frist vor, die vom Minister oder von den aufgrund von Artikel 2 bestellten Bediensteten festgelegt wird.

Der Analysenbericht, dem die äußere Hülle der Probe beigelegt wird, gibt folgendes an :

1. den Tag und die Stunde des Empfangs der Probe;

2. die laufende Nummer der Probe;

3. die Analysenbefunde in bezug auf die Beschaffenheit, das Gewicht und den Zustand des Stoffes oder der entnommenen Flüssigkeit;

4. die Methoden der Analyse;

5. die erhaltenen Ergebnisse und die daraus gezogenen Schlußfolgerungen;

6. den Tag des Abschlusses der Analysen und Identifizierungsarbeiten.

Der Analysenbericht wird an den Bediensteten, der die Probeentnahme vorgenommen hat, weitergeleitet.

**Art. 12.** Wenn der Analysenbericht auf eine Übertretung schließen läßt, wird ein Protokoll aufgenommen. Der Bedienstete, der dieses aufgenommen hat, schickt es an die Kanzlei des zuständigen Gerichts, wobei er das dritte Exemplar der Probe und den Analysenbericht hinzufügt.

**Art. 13.** Wenn der Besitzer der Abfälle den Analysenbericht bestreitet, kann ein anderes anerkanntes Labor eine Gegenanalyse des ersten Exemplars der Probe vornehmen, und zwar zu Lasten des besagten Besitzers.

**Art. 14.** Bei einer strafgerichtlichen Verurteilung gehen die Kosten der Analyse zu Lasten des Verurteilten.

#### KAPITEL IV. — *Schlussbestimmungen*

**Art. 15. 1.** Die Artikel 28 bis 31 des Königlichen Erlasses vom 9. Februar 1976, der die allgemeine Ordnung über die giftigen Abfälle festlegt, finden keine Anwendung mehr, was die Ausübung der Zuständigkeiten der Wallonischen Region betrifft.

Die Labore, die durch Artikel 30 dieses Erlasses oder aufgrund dieses Artikels anerkannt werden, gelten jedoch als anerkannt im Sinne des vorliegenden Erlasses, wenn sie dessen Bestimmungen einhalten.

2. Das Labor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region wird von Amts wegen anerkannt.

**Art. 16.** Artikel 8 des Erlasses der Exekutive vom 19. März 1987 über die Ablagerung gewisser Abfälle in der Wallonischen Region wird aufgehoben.

**Art. 17.** Der Minister ist mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Brüssel, den 9. Juli 1987.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit den Neuen Technologien, den Auswärtigen Beziehungen, den Allgemeinen Angelegenheiten und dem Personal,

M. WATHELET

Der Minister der Umwelt und der Landwirtschaft für die Wallonische Region,

D. DUCARME

#### VERTALING

N. 87 — 1860

#### 9 JULI 1987. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve betreffende het toezicht op de uitvoering van de bepalingen inzake afval en giftige afval

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op artikel 107<sup>quater</sup> van de Wetgeving;  
 Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;  
 Gelet op de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;  
 Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 april 1982 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 23 december 1985;  
 Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 27 januari 1982 houdende regeling van haar werking, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 23 december 1985;  
 Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 december 1985 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers, Leden van de Executieve;  
 Gelet op het decreet van 5 juli 1985 betreffende de afval;  
 Gelet op de wet van 22 juli 1974 op de giftige afval;  
 Gelet op het advies van de Raad van State;  
 Op de voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor het Leefmilieu en de Landbouw en na beraadslaging daarover,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1<sup>o</sup> decreet : het decreet van 5 juli 1985 betreffende de afval;

2<sup>o</sup> wet : de wet van 22 juli 1974 op de giftige afval;

3<sup>o</sup> Minister : de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid de bescherming van het leefmilieu, het ophalen en de behandeling van de afval behoren.

**Art. 2.** Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van gerechtelijke politie worden de ambtenaren behorend bij de algemene directie natuurlijke hulpbronnen en leefmilieu welke door de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid het Leefmilieu en de Landbouw behoren of bij gebreke door de directeur-generaal natuurlijke hulpbronnen en leefmilieu worden aangewezen, gemachtigd toezicht te houden op de uitvoering van het decreet, van de wet en van hun respectievelijke uitvoeringsbesluiten.

HOOFDSTUK II. — *Het nemen van monsters*

Art. 3. De in artikel 2 van dit besluit bedoelde ambtenaren en beambten worden gemachtigd alle monsters te nemen om zich ervan te vergewissen dat het decreet, de wet en hun respectievelijke uitvoeringsbesluiten in acht worden genomen.

Een proces-verbaal wordt voor ieder monster opgemaakt.

Art. 4. De beambte die tot de monstername overgaat mag van de bezitter van de samen of bijgeproduceerde afval alle technische middelen eisen die noodzakelijk zijn om tot de monstername over te gaan, voor het vervoer en de bewaring van die monsters.

Art. 5. 1. De hoeveelheid van de monsters wordt bepaald door de noodwendigheden van de verrichtingen die in het laboratorium moeten worden uitgevoerd.

2. De monsters worden in drie exemplaren genomen.

3. Zij worden verzameld volgens het geval in recipiënten, zakken of omslagen. Zij worden ingepakt en verzegeld met de stempel van de beambte die tot de opening overgaat om elke vervanging, verwijdering of bijvoeging van welk materie ook te vermijden.

4. De buitenverpakking van elk monster omvat de volgende aanduidingen :

1° een volgnummer;

2° de aard van de genomen stoffen;

3° de plaats en de datum van de monstername;

4° de handtekening van de beambte die tot de monstername is overgegaan;

5. De beambte die tot de monstername is overgegaan nodigt de bezitter van de afval uit een willekeurig merk-teken aan te brengen op het buitengedeelte van de verpakking van de drie exemplaren van het monster.

Art. 6. De beambte die tot de monstername is overgegaan overhandigt een exemplaar van het monster aan de bezitter van de afval en maakt nadien een proces-verbaal op waarbij de uitvoering van de monstername vastgesteld wordt.

Het tweede exemplaar van het genomen monster wordt ter identificatie overgemaakt aan een krachtens hoofdstuk III van dit besluit erkend ontledingslaboratorium.

Het derde exemplaar van het monster wordt bewaard door de beambte die tot de monstername is overgegaan.

HOOFDSTUK III. — *Onderzoek van de monsters**Afdeling 1. — Erkennung van laboratoria*

Art. 7. De Minister erkent de laboratoria belast met de ontleding van de in het vorige artikel bedoelde monsters. Ieder erkenningbesluit wordt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. 8. 1. De erkenningsaanvraag bevat :

1° de naam, de statuten of het beroep alsmede de maatschappelijke zetel of de verblijfplaats van het of van de rechts- of natuurlijke personen die het laboratorium exploiteren;

2° de naam, het beroep en de functie van het persoon die het werkelijke bestuur van het laboratorium verzeker alsmede de administrateurs ervan indien het om een rechtspersoon gaat.

2. De erkenningsaanvraag wordt vergezeld van stukken met het oog op de vaststelling dat :

1° de aanvrager over lokalen, materiaal alsmede over de nodige apparaten en wetenschappelijke documentatie beschikt om de in die hoofdstuk bepaalde ontledingen uit te voeren;

2° de aanvrager beschikt over technisch personeel bevoegd voor de aard en het belang van die ontledingen.

Art. 9. Ieder laboratorium is ertoe gehouden :

1° een ontledingsregister bij te houden met vermelding van de uitgevoerde verrichtingen alsmede de bekomen resultaten;

2° een afzonderlijke boekhouding bij te houden betreffende de uitgevoerde ontledingen;

3° de wegens artikel 2 van dit besluit aangewezen beambten in de lokalen van het laboratorium te laten binnentreden en alle documenten met betrekking tot de ontledingen, met inbegrip van de boekhouding te laten raadplegen;

4° de door de Minister vastgestelde richtlijnen te volgen wat betreft de ontledingsvormen en -methoden en de opstel van het analyseverslag.

Art. 10. De erkenning mag door de Minister geheel of gedeeltelijk, definitief of voorlopig ingetrokken worden indien aan één van de in artikel 8, 2, bedoelde voorwaarden niet meer voldaan werd, indien de bepalingen van artikel 9 niet in acht genomen worden of het laboratorium de ontledingen met de vereiste bevoegdheid en onafhankelijkheid niet meer duidelijk mag uitoefenen.

De betrokken wordt uitgenodigd zijn verdedigingsmiddelen te doen gelden vóór de intrekking bevolen wordt. Iedere erkenningsintrekking wordt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

*Afdeling 2. — Ontledingsprocedures*

Art. 11. Het laboratorium waaraan het monster werd overgemaakt gaat binnen de door de Minister of de krachtens artikel 2 aangewezen beambten over tot de analyse ervan.

Het analyseverslag waaraan de buitenste omslag van het monster wordt vastgehecht vermeld :

1° de datum van ontvangst van het monster;

2° het volgnummer van het monster;

3° de bij de analyse gedane vaststellingen in verband met de aard, het gewicht en de toestand van de genomen stof of vloeistof;

4° de opgave van de analyse-methoden;

5° de opgave van de bekomen resultaten en de conclusies ervan;

6° de datum waarop de analyses en identificatieverrichtingen beëindigd werden.

Het analyseverslag wordt overgemaakt aan de beambte die tot de monstername is overgegaan.

**Art. 12.** Wanneer in het analyseverslag duidelijk blijkt dat een overtreding werd begaan, wordt een proces-verbaal opgemaakt. Dit proces-verbaal vergezeld van de derde exemplaar van het monster en van het analyseverslag wordt door de beambte die het opgemaakt heeft aan de griffie van de bevoegde rechtbank gezonden.

**Art. 13.** In geval het analyseverslag door de bezitter van de afval wordt betwist, mag een tegenonderzoek van het eerste exemplaar van het monster door een ander erkend laboratorium worden gedaan op de kosten van de zogenamede bezitter.

**Art. 14.** In geval van strafveroordeling worden de analysekosten ten laste van de veroordeelde gelegd.

#### HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

**Art. 15. 1.** De artikelen 28 tot 31 van het koninklijk besluit van 9 februari 1978 houdende algemeen reglement op de giftige afval zijn niet meer van toepassing wat betreft de uitoefening van de bevoegdheid van het Waalse Gewest.

De door of krachtens artikel 30 van dit besluit erkende laboratoria worden echter beschouwd als erkend in de zin van dit besluit onder verplichting om aan de bepalingen van dit besluit te voldoen.

**2.** Het laboratorium van de algemene directie natuurlijke hulpbronnen en leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest wordt erkend van ambtswege.

**Art. 16.** Artikel 8 van het besluit van de Executieve van 19 maart 1987 betreffende het sorteren van sommige afval in het Waalse Gewest wordt opgeheven.

**Art. 17.** De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 9 juli 1987.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,  
belast met de Nieuwe Technologieën, de Buitenlandse Betrekkingen, de Algemene Zaken en het Personeel,

M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest voor het Leefmilieu en de Landbouw,  
D. DUCARME

F. 87 — 1861

#### 9 JUILLET 1987. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon octroyant à la S.P.R.L. Deraymaeker l'autorisation de déverser des déchets en Région wallonne

L'Exécutif régional wallon,

- Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;
- Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 décembre 1985 fixant la répartition des compétences entre les Ministres, membres de l'Exécutif;
- Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 27 janvier 1982 portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif régional wallon, modifié le 23 décembre 1985;
- Vu le décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets;
- Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 mars 1987 concernant la mise en décharge de certains déchets en Région wallonne;
- Vu la demande de dérogation à l'article 3 de l'arrêté précité introduite le 22 avril 1987 par la S.P.R.L. Deraymaeker, Pieter Michielsstraat 59, à 1810 Sint-Pieters-Leeuw;
- Vu l'article 4 de l'arrêté susmentionné;
- Considérant qu'en vertu des prescriptions de l'autorisation d'exploitation du terrain de versage mentionné dans la demande de dérogation, celui-ci peut recevoir les déchets faisant l'objet de ladite demande;
- Considérant que l'exploitant du terrain de versage dispose du personnel et d'engins de chantier en nombre suffisant pour prendre en charge des déchets;
- Considérant que la Région bruxelloise ne dispose pas de site de déversement et qu'ainsi sont justifiées les circonstances graves et exceptionnelles;
- Considérant qu'une dérogation peut être envisagée pour une période brève sans mettre en cause la planification de l'élimination des déchets en Région wallonne;
- Vu l'avis de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement;
- Vu l'urgence;
- Sur proposition du Ministre de l'Environnement et de l'Agriculture,

Arrête :

**Article 1er.** Le déversement de déchets décrits à l'article 2 du présent arrêté est autorisé dans l'établissement situé à Braine-le-Château et exploité par la S.P.R.L. Ets J. Canivet.

Cette autorisation est accordée à la S.P.R.L. Deraymaeker pour un terme de six mois prenant cours le jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 2.** Les déchets dont le déversement est autorisé répondent aux spécifications suivantes :

Origine : firmes situées en Région bruxelloise.

Nature : papiers, cartons, plastiques, bois, pneus, caoutchouc, verre, déchets de construction, déchets de jardinage, encombrants ménagers exempts de toutes matières putrescibles.

Quantité maximale : 6 000 m<sup>3</sup>/an.

Fréquence maximale des déversements : journalière.

La dérogation n'est pas accordée pour les déchets suivants :

- ordures ménagères;
- hydrocarbures et goudrons;
- déchets de cuisine ou de cantines;